



## Panorama de l'Aveyron Dynamisme démographique autour de Rodez

**A**près une période de déclin démographique, la population de l'Aveyron a renoué avec la croissance au début des années 2000 pour se stabiliser entre 2007 et 2012. C'est dans l'aire d'influence de Rodez que la population a le plus augmenté.

Avec une moyenne d'âge parmi les plus élevées des départements français, la proportion de retraités est très élevée. Le niveau de vie médian des Aveyronnais est inférieur à celui de la région et de la France. Le taux de chômage est l'un des plus faibles de France. Entre 2007 et 2012, l'Aveyron perd 1 250 emplois soit une baisse de 1,1 %, alors que l'emploi augmente en moyenne dans la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (+ 2,1 %).

Christian Bourniquel, Insee

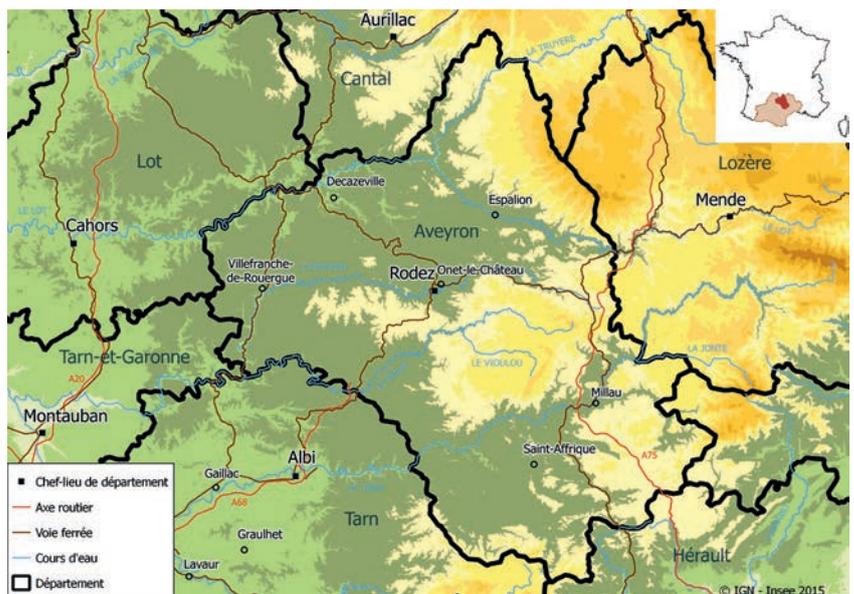
Au centre d'un triangle formé par les villes de Toulouse, Clermont-Ferrand et Montpellier, l'Aveyron est l'un des plus vastes départements français, avec 8 735 km<sup>2</sup> (figure 1). Son relief est montagneux au nord, où les monts d'Aubrac du Massif Central culminent à 1 463 mètres. Il est constitué de hauts plateaux rocheux anciens d'une grande variété géologique, comme le Parc naturel régional des Grands Causses. Les rivières Aveyron, Lot, Tarn et Truyère y taillent de larges vallées. L'amélioration des infrastructures routières réalisées ces dernières années (comme le viaduc de Millau ou la route nationale 88) contribue à son développement.

### Dynamisme démographique de Rodez

Avec 49 100 habitants, l'agglomération ruthénoise forme avec celles de Millau (23 600 habitants), Decazeville (15 300 habitants) et Villefranche-de-Rouergue (12 400 habitants) l'armature urbaine de l'Aveyron. L'évolution démographique n'est pas homogène au sein de ces espaces, où seule l'unité urbaine de Rodez gagne des habitants entre 2007 et 2012 (+ 800 habitants sur la période, soit

### 1 Topographie accidentée, une contrainte forte pour l'économie aveyronnaise

Carte du département de l'Aveyron



+ 0,3 % par an). L'aire urbaine de Rodez abrite 84 100 habitants, elle a accueilli au total 2 800 habitants supplémentaires en cinq ans (soit + 0,7 % par an), dont plus de 2 000 dans la seule couronne

périurbaine. L'amélioration des voies de communication desservant la préfecture aveyronnaise, notamment la nationale 88 vers Toulouse, contribue à ce relatif dynamisme.

À Millau, l'autre grande agglomération du département, la population reste stable alors que Decazeville et Villefranche-de-Rouergue, plus enclavées, perdent de la population (- 1 % et - 0,3 % par an). L'espace périurbain de Villefranche-de-Rouergue est cependant plus dynamique (+ 500 habitants en cinq ans). La petite aire de Saint-Affrique (9 700 habitants) gagne des habitants entre 2007 et 2012 (+ 0,5 % par an) tandis que dans celle d'Espalion, la population décroît (- 1,2 %).

## Une population stable sur la période 2007-2012

L'Aveyron compte 276 200 habitants en 2012. C'est le septième département de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (LRMP) en termes de population. Après une longue période de déclin, l'Aveyron commence à renouer avec la croissance au début des années 2000 (figure 2). Sur la période 2007-2012, sa population se stabilise, avec 1 800 habitants en plus, soit un taux de croissance annuel de + 0,1 %. Cette hausse modérée est l'une des plus faibles parmi les départements de la région, avec les Hautes-Pyrénées et la Lozère. En 2012, il manque 2 600 habitants pour que le département retrouve son niveau de population de 1982.

La croissance observée sur la période récente est due exclusivement à l'arrivée de nouveaux habitants dans le département : le solde entre les entrées et les départs est de + 900 habitants par an, soit un taux de croissance dû au solde migratoire apparent de + 0,3 %. Le solde naturel, qui traduit l'écart entre les naissances et les décès est déficitaire depuis plusieurs années (- 0,2 % par an). En moyenne sur la période 2007-2012, on compte 500 décès de plus que de naissances par an.

Avec un âge moyen de 44,9 ans en 2012, l'Aveyron figure parmi les départements les plus âgés de France métropolitaine et de la région. Une personne sur trois a 60 ans ou plus contre une sur quatre en France métropolitaine.

La part des 75 ans ou plus est particulièrement élevée : 14 % contre 9 % en métropole.

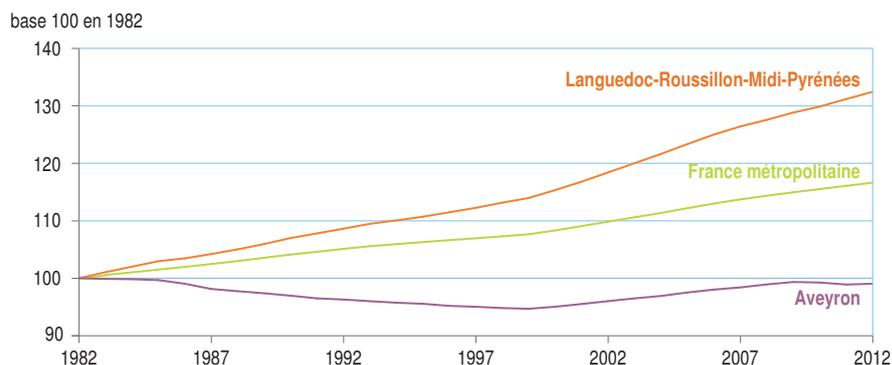
En contrepartie, les moins de 30 ans sont relativement moins nombreux que dans la région ou en métropole : 30 % contre respectivement 34 % et 37 %. Les 15-29 ans représentent 14 % de la population, soit 4 points de moins qu'en moyenne métropolitaine (figure 3).

## Un parc important de résidences secondaires

En lien avec l'attrait touristique de l'Aveyron, les résidences secondaires sont nombreuses dans le département. Ainsi, 18 % des logements sont des résidences secondaires ou des logements occasionnels en 2012, contre 16 % dans la région et 10 % en France métropolitaine (figure 4). Sur la période 2007-2012, le rythme d'accroissement des résidences secondaires y est plus important que celui des résidences principales. Ces dernières représentent 72 % du parc des

## 2 Une croissance de population ralentie depuis 2007

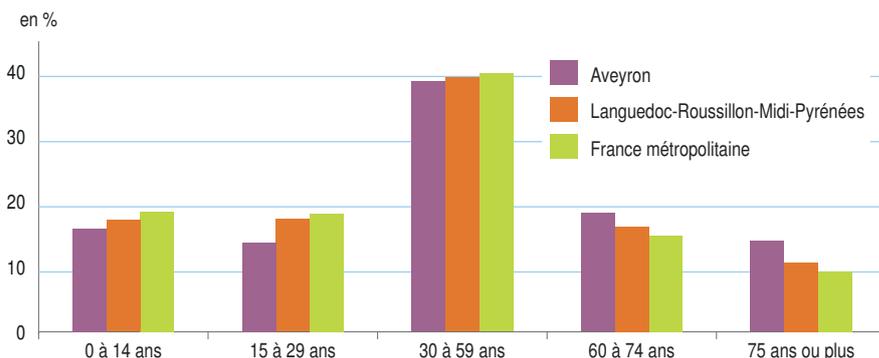
Évolution de la population de 1982 à 2012



Source : Insee, recensements de la population et estimations de population

## 3 Des seniors plus nombreux en Aveyron

Population par tranche d'âge au 1<sup>er</sup> janvier 2012



Source : Insee, recensement de la population 2012

## 4 Un logement sur dix est vacant en Aveyron

Parc des logements par catégorie au 1<sup>er</sup> janvier 2012

Catégorie de logement	Aveyron			Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées		France métropolitaine	
	Nombre	Part (en %)	Évolution entre 2007 et 2012 (en %)	Part (en %)	Évolution entre 2007 et 2012 (en %)	Part (en %)	Évolution entre 2007 et 2012 (en %)
Résidences principales	125 500	72,2	+ 3,3	76,0	+ 6,9	83,0	+ 4,6
Résidences secondaires*	30 500	17,5	+ 4,1	15,8	+ 3,0	9,5	+ 2,6
Logements vacants	17 900	10,3	+ 26,9	8,2	+ 24,7	7,5	+ 23,2
<b>Ensemble</b>	<b>173 900</b>	<b>100,0</b>	<b>+ 5,4</b>	<b>100,0</b>	<b>+ 7,5</b>	<b>100,0</b>	<b>+ 5,6</b>

\*y compris logements occasionnels

Source : Insee, recensements de la population

logements en 2012, soit onze points de moins qu'en France métropolitaine. Entre 2007 et 2012, le nombre de résidences principales progresse deux fois moins vite dans l'Aveyron que dans la région. En 2012, un logement sur dix est déclaré vacant, un taux supérieur à la région et à la métropole.

## Un bon niveau d'équipement en services intermédiaires

Avec un taux de 406 équipements pour 10 000 habitants, l'Aveyron se situe en position médiane par rapport aux autres départements de la région, tout en étant au-dessus de la moyenne régionale. Le département est particulièrement bien doté en équipements de la gamme dite intermédiaire (supermarché, laboratoire d'analyses médicales, collège, gendarmerie-police..) avec 75 équipements de ce type pour 10 000 habitants contre 63 au niveau régional. Ces équipements, ayant

pour vocation de structurer un territoire, sont présents dans un vingtaine de communes. La majorité de ces pôles de services intermédiaires se concentrent dans la partie ouest du département, sur un périmètre compris entre Rodez, Naucelle, Villefranche-de-Rouergue et Decazeville.

Pour les services les plus courants qualifiés de proximité (épicerie, boulangerie, médecin généraliste, école élémentaire..), l'Aveyron occupe une position proche de la moyenne régionale en termes de taux d'équipement. Les 95 pôles de services de proximité bien répartis sur le territoire, permettent aux trois quarts de la population aveyronnaise d'y avoir accès sur leur lieu de résidence.

Les villes de Rodez, Millau, Villefranche-de-Rouergue, Decazeville et Saint-Affrique sont suffisamment bien dotées en équipements supérieurs (hypermarché, spécialités médicales, lycée...) pour avoir le statut de

## 8 Un revenu médian faible en Aveyron

Revenu disponible des ménages par unité de consommation\* en 2012

	Aveyron	Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	France métropolitaine hors Île-de-France
Nombre de ménages fiscaux	121 837	2 428 719	21 773 111
Part des ménages imposés (%)	56,9	58,8	61,9
Revenu disponible médian (euros)	18 670	18 888	19 402
Revenu disponible 1 <sup>er</sup> décile (euros)	10 566	9 862	10 593
Revenu disponible 9 <sup>e</sup> décile (euros)	32 650	34 726	35 071
Rapport interdécile	3,1	3,5	3,3
Part des traitements et salaires**	62,3	67,7	70,6
Part des pensions, retraites, rentes**	31,9	29,6	28,1

\* cf. définitions

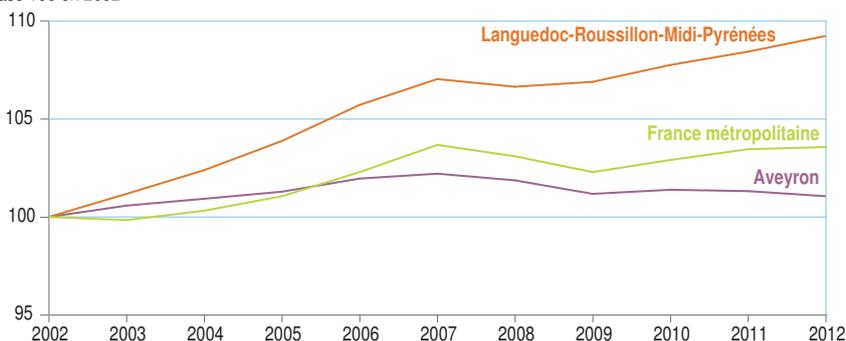
\*\* en % du revenu disponible

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Comsa, Fichier localisé social et fiscal 2012

## 9 Baisse de l'emploi entre 2007 et 2009

Évolution de l'emploi total dans l'Aveyron entre 2002 et 2012

base 100 en 2002



Champ : emploi salarié et non salarié

Source : Insee, estimations d'emploi localisées au lieu de travail

de consommation et les 10 % les plus riches de plus de 32 650 euros. Les disparités entre ces deux extrêmes, mesurées par le rapport entre ces deux revenus, sont moins grandes que celles observées dans la région et en province, du fait d'un revenu moins élevé pour les personnes les plus aisées comparé à la province et d'un revenu plus élevé pour les plus pauvres par rapport à l'ensemble de la région.

La part des pensions et retraites représente plus de 30 % des revenus, comme dans beaucoup de départements ruraux.

### Un quart des emplois dans l'agriculture et l'industrie

En 2012, l'économie aveyronnaise offre 109 200 emplois, salariés ou non.

Fidèle à sa tradition de département rural, l'agriculture emploie 10 900 personnes soit 10 % du total des emplois. Dans la région, seuls le Gers et la Lozère sont au dessus (respectivement 12 % et 10 %). Mais le secteur agricole continue à perdre des emplois : un millier entre 2007 et 2012, soit une baisse de 9 %.

Comme dans les départements de l'Ariège et du Lot, le secteur industriel est développé, regroupant plus de 15 % des emplois du département. Cette proportion est supérieure à celle de la région et de la France métropolitaine (13 %). L'entreprise Robert Bosch à Onet-le-Château, spécialisée dans la fabrication d'équipements automobiles, est le premier employeur du département (1 700 salariés). L'industrie continue aussi à perdre des emplois dans le département (- 4 % entre 2007 et 2012). Les réductions d'effectifs se poursuivent également dans le secteur de la construction (- 500 emplois entre 2007 et 2012), à un rythme plus marqué (- 5 %) que celui observé en France métropolitaine.

Globalement, l'emploi total est en légère baisse dans le département (- 1,1 %), avec un solde net de 1 200 emplois en moins en cinq ans. Cette situation est moins favorable qu'en moyenne en métropole (+ 0,1 %), même si les effets de la crise entre 2008 et 2009 se sont moins fait sentir. L'emploi non salarié connaît une baisse entre 2007 et 2012 (- 0,6 %) alors qu'il augmente de 9 % en moyenne dans la région. ■

## Définitions

Une **unité urbaine** (ou agglomération) est une commune ou un ensemble de communes présentant une zone continûment bâtie d'au moins 2 000 habitants. Un pôle est une agglomération d'au moins 1 500 emplois, qualifié de grand pôle urbain s'il y a au moins 10 000 emplois. L'**aire urbaine** est constituée du pôle urbain et de sa zone d'influence en matière d'emploi, appelée couronne périurbaine. On parle aussi de couronne autour des petits ou moyens pôles (moins de 10 000 emplois).

Le **taux de chômage** est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Le **revenu disponible** est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner. Il comprend les revenus d'activité, les retraites et pensions, les revenus du patrimoine, les revenus financiers et les prestations sociales reçues. De ces ressources, quatre impôts directs sont déduits : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Un **ménage fiscal** se compose de tous les foyers fiscaux rattachés à une résidence principale. Le **niveau de vie** est le revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation. Il est le même pour chaque membre du ménage. L'**unité de consommation (UC)** est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage : 1 pour le premier adulte, 0,5 pour les autres personnes de plus de 14 ans, 0,3 pour les enfants de moins de 14 ans. Il permet de comparer les niveaux de revenus des ménages de taille ou de composition différentes, en tenant compte des économies d'échelle réalisées dans le budget.

La médiane du revenu disponible par UC (**ou niveau de vie médian**) est la valeur du revenu qui partage la population en deux groupes : la moitié des personnes appartient à un ménage dont le revenu par UC est inférieur à cette valeur, l'autre moitié à un ménage dont le revenu est supérieur. De la même manière, on peut diviser la population en dix groupes classés selon le revenu. Le 1<sup>er</sup> décile est la valeur du revenu au-dessous duquel on trouve les 10 % des personnes appartenant aux ménages les plus modestes. Le 9<sup>e</sup> décile est le niveau de revenu au-dessus duquel on trouve les 10 % de personnes appartenant aux ménages les plus aisés. Le rapport entre ces deux valeurs mesure la dispersion : plus ce rapport interdécile est élevé, plus les écarts de revenus sont grands entre les plus riches et les plus pauvres.

Insee Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées  
36, rue des Trente-Six Ponts  
BP 94217  
31054 Toulouse Cedex 4

Directeur de la publication :  
Jean-Philippe Grouthier

Rédactrice en chef :  
Michèle Even

Impression et composition :  
Evoluprint

ISSN : 2492-1629

© Insee 2016

## Pour en savoir plus :

- Bourniquel C., « Populations légales au 1<sup>er</sup> janvier 2013 : 277 740 Aveyronnais », *Insee Flash Midi-Pyrénées* n° 79, décembre 2015
- Pauvers S., « Léger regain démographique en Aveyron », *Insee Analyses Midi-Pyrénées* n° 5, novembre 2014
- Tornero M., « Regards sur l'Aveyron - Panorama du département », *Regards sur* n° 30-12, novembre 2012



pôles pour cette gamme. En revanche, dans la partie nord du département, la rareté de ce type de services conjuguée à un accès routier difficile impose aux habitants des temps d'accès plus longs.

Globalement, quelle que soit la gamme d'équipement, les temps moyens d'accès sont supérieurs aux moyennes régionales et métropolitaines.

### Peu de personnes quittent le département pour travailler

La part de la population active parmi les résidents de 15 ans ou plus est inférieure à celle de métropole (53 % contre 58 %) comme dans la plupart des départements de la région hormis la Haute-Garonne. La proportion de retraités (36 %), une des plus élevées de la région, explique en partie ce résultat (figure 5).

L'Aveyron se distingue aussi par un taux d'actifs occupés (48 %) parmi les plus élevés des départements de la région, bien après la Haute-Garonne (54 %), juste derrière la Lozère (49 %) et à égalité avec le Tarn-et-Garonne.

Les Aveyronnais sont près de 6 000 à quitter chaque jour le département pour aller travailler, soit 5 % des actifs résidant ayant un emploi, ce qui est peu, comparé aux autres départements. Le fait que l'Aveyron soit relativement éloigné d'un grand pôle d'emploi explique en partie cette situation. Plus d'un quart de ces navetteurs se rendent dans le Lot, près de la moitié dans les autres départements limitrophes (Tarn, Hérault, Lozère et Cantal) et une proportion non négligeable (27 %) s'éloigne encore davantage (Haute-Garonne, région île-de-France...) (figure 6).

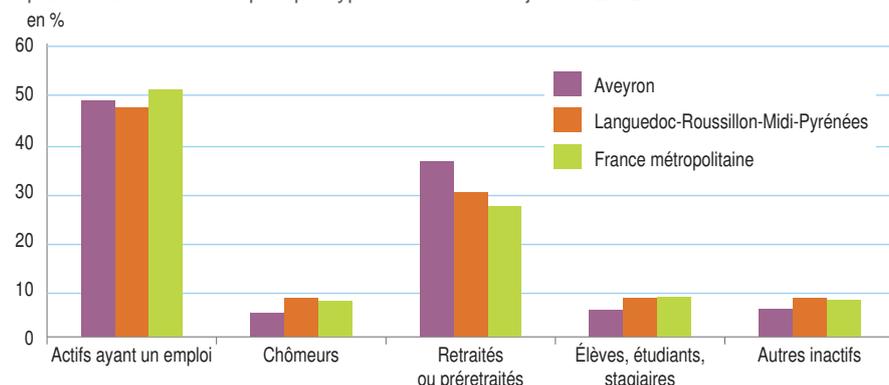
En sens inverse, plus de 5 000 personnes viennent quotidiennement d'autres départements pour exercer une activité professionnelle en Aveyron ; les Lotois (1 500) et les Tarnais (1 100) sont les plus nombreux. Depuis plusieurs années, l'Aveyron fait partie des départements où le taux de chômage est le plus faible. Au niveau national, il est seulement devancé par la Lozère, la Mayenne, le Cantal et les Yvelines. En 2012, 6,8 % des actifs aveyronnais sont au chômage, contre 11,2 % dans la région et 9,4 % en France métropolitaine. Depuis cinq ans, l'écart avec la moyenne régionale oscille entre 2 et 3 points. Les évolutions suivent les tendances observées au niveau de l'ensemble de la région et de la métropole. Ainsi en 2009, sous les effets de la crise, le chômage augmente pour se stabiliser ensuite en 2010-2011 et depuis, il repart à la hausse (figure 7).

### Des revenus plus faibles

La moitié des Aveyronnais vivent dans un ménage disposant d'un revenu de moins de 18 700 euros par unité de consommation en 2012, déduction faite des impôts directs et après versement des prestations sociales. Ce revenu disponible médian correspond à 1 560 euros mensuels pour une personne

## 5 Plus d'une personne sur trois est à la retraite

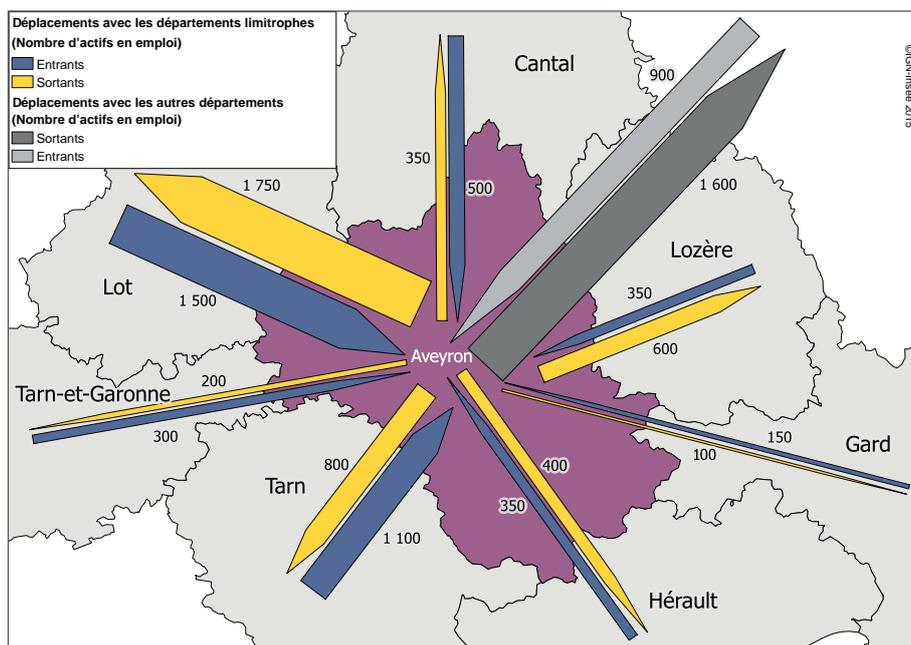
Population des 15 ans ou plus par type d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2012



Source : Insee, recensement de la population 2012

## 6 Des échanges plus nombreux avec le Lot

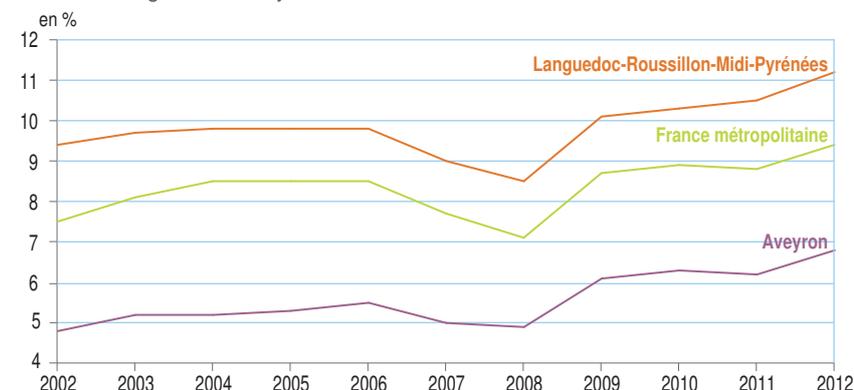
Déplacements domicile-travail entre l'Aveyron et les autres départements en 2012



Source : Insee, recensement de la population 2012

## 7 Légère remontée du chômage depuis 2011

Taux de chômage annuel moyen entre 2002 et 2012



Source : Insee, taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT (France métropolitaine)

seule et à 2 800 euros pour un couple avec un jeune enfant par exemple.

L'Aveyron se classe dans le dernier tiers des départements français en termes de niveau de vie médian, plus faible que celui de l'ensemble de la région (- 220 euros) et de la province (- 730 euros). Au niveau régional,

il arrive en sixième position derrière le Tarn et devant l'Hérault. La part des ménages soumis à l'impôt sur le revenu est l'une des plus faibles de France : 57 % contre 59 % dans la région et 62 % en province.

Les 10 % d'Aveyronnais les plus pauvres disposent de moins de 10 600 euros par unité